(1)

(N° 50.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1902.

Rapport de la Commission spéciale chargée d'examiner diverses questions d'éligibilité.

Présents : MM. le Duc d'URSEL, Président ; CLAEYS BOUÛAERT, DUPONT, WIENER, le Baron ORBAN DE XIVRY, et LÉGER, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le 29 mars 1881, le Sénat avait nommé une Commission spéciale chargée d'examiner la force probante des listes d'éligibles dressées par la Députation permanente (1). C'était sur la proposition de l'honorable M. Van Vreckem. Il s'exprimait ainsi : « Le Sénat a un intérêt tout particulier à déterminer nettement les conditions d'éligibilité de ses membres et les questions de cette nature ne peuvent être mieux examinées que lorsque aucune personne, aucun parti n'est en cause. »

Ces raisons, qui ont déterminé le Sénat en 1881, existent avec encore plus de force aujourd'hui, que la Constitution révisée a considérablement modifié les bases du cens d'éligibilité.

Le travail de cette Commission a abouti à une suite de résolutions qui, sauf une, devenue loi, ont acquis, comme l'exprime le rapport de l'honorable M. De Wandre, « une valeur morale égale à celle de son règlement » (2).

Le Sénat a confirmé ce rapport et ses conclusions à la presque unanimité.

Il est à propos, au moment où toute une nouvelle série de résolutions destinées à servir de guide dans l'avenir doivent être prises par votre Haute Assemblée, de caractériser nettement l'étendue de votre pouvoir en cette matière.

La loi électorale du 7 mars 1831, par ses articles 12, 13, 14 et 47, avait soumis les listes des éligibles à la juridiction suprême de la Cour de cassation.

(1) Cette Commission était composée de MM. le Baron de Sélys Longchamps, Président, Van Schoor, le Comte d'Aspremont Lynden, le Baron d'Anethan, Van Vreckem, Piron et De Wandre, Rapporteur.

(2) Loi du 23 février 1883.

M. Delebecque, avocat général près la Cour, établissant que cette liste n'est qu'un renseignement, disait : « Qu'est-ce donc que la liste des éligibles ? Une simple indication donnée, dans l'intérêt public, aux électeurs, pour qu'ils puissent mûrir leurs choix longtemps à l'avance. »

Et il ajoutait : « Ceci nous conduit à examiner une question dont la solution ne paraîtra plus que le corollaire de la règle à laquelle nous venons d'arriver par l'analyse de la loi. Puisque la liste des éligibles n'est qu'une indication, on ne peut y trouver les éléments, les conditions d'une forclusion quelconque : ainsi supposez qu'un éligible y ait été omis, cela n'empêchera pas qu'il ne soit valablement nommé au Sénat. Car le Sénat est le seul juge des conditions d'éligibilité de ses membres. De même qu'il *défait* après l'élection, quand les conditions d'éligibilité font défaut à ses yeux... de même encore malgré le silence de la partie, des tiers, de la liste, il peut reconnaître chez un élu l'accomplissement des conditions requises et l'admettre dans son sein (1). »

Il importe de bien se pénétrer de ces principes pour la solution des questions posées à votre Commission.

C'est à raison de ces règles si précises, si importantes, que la Commission chargée du rapport sur le Code électoral de 1872, sur l'initiative de M. Pirmez, proposa l'abrogation en ce qui concerne les listes d'éligibles des articles 12, 13, 14 et 47 de la loi électorale de 1831, parce que « leur texte ne recevait pas d'application et qu'il était en contradiction avec la situation créée par la jurisprudence du Sénat (2). »

De fait, le Sénat est armé de sa plénitude de juridiction en matière de vérification des pouvoirs de ses membres, par l'article 34 de la Constitution.

C'est ce qu'a démontré une fois de plus le rapport de M. De Wandre au nom de la Commission de 1881 (3).

Partant de là, votre Commission a examiné les questions suivantes :

I. — SÉNATEURS ÉLUS EN VERTU DE L'ARTICLE 56^{bis} DE LA CONSTITUTION.

1° Les sénateurs provinciaux doivent-ils être domiciliés dans la province qui les élit ?

2° Peuvent-ils avoir fait partie ou faire partie d'un autre conseil provincial que de celui qui les élit ?

II. — SÉNATEURS ÉLUS EN VERTU DE L'ARTICLE 56 DE LA CONSTITUTION.

a) *Suppléants.*

3° La vérification des pouvoirs des suppléants doit-elle avoir lieu en même temps que celle des titulaires ou bien seulement au moment où ils sont appelés à prendre siège ?

(1) DELEBECQUE, *Lois électorales*, n° 925.

(2) *Documents parlementaires*. — Chambre, 1871-1872, p. 249.

(3) *Documents parlementaires*. — Sénat, 1880-1881, p. 27.

b) *Cens par contributions directes ou par revenu cadastral.*

4° Quelle quotité de contributions faut-il attribuer à l'élu qui se prévaut d'un extrait du rôle portant indication d'une contribution collective ? Faut-il donner à chacun une quote-part égale ?

5° Ne faut-il pas faire appuyer chaque extrait du rôle par un extrait cadastral délivré par le directeur provincial ?

6° A quelle époque faut-il posséder les bases du cens et les autres conditions d'éligibilité ?

7° En matière d'éligibilité, le commandité peut-il se compter les contributions frappant la société en commandite ou une partie seulement ?

8° En matière d'éligibilité, peut-on compter au successeur par suite de décès, pour sa part héréditaire, les immeubles de son auteur jusqu'au jour du partage, s'il est constaté par acte authentique, ou jusqu'à l'enregistrement, s'il est sous seing privé ?

9° Et dans ce cas, le successeur peut-il compter à son profit les contributions directes payées sur ces immeubles pendant l'année entière et l'année courante ?

10° Le successeur par suite de décès est-il immédiatement éligible du chef des immeubles situés en Belgique, dont son auteur était usufruitier ou propriétaire et dont le revenu cadastral s'élève à 12,000 francs ?

11° Quelles sont les conséquences de l'élévation du minimum d'éligibilité dans une province où un sénateur a été élu sous l'empire d'un minimum moindre ?

III. — FORMES.

12° L'irrecevabilité de l'une des candidatures pour vice de forme ne doit-elle pas, en principe, entraîner celle de la liste entière ?

IV. — SÉNATEURS PROVINCIAUX.

Les deux premières questions peuvent être réunies et recevoir une solution identique tirée de l'article 56bis de la Constitution. Il porte : « Les sénateurs provinciaux... ne peuvent appartenir à l'assemblée qui les » élit, ni en avoir fait partie pendant l'année de l'élection ou pendant les » deux années antérieures. »

Voilà la seule restriction apportée au choix des Conseils provinciaux, en dehors des quatre premières conditions énumérées à l'article 56 de la Constitution ; leurs élus sont dispensés de la cinquième, le cens.

Adopter un autre sentiment serait ajouter à cette restriction, dont le texte écarte du choix des électeurs une seule classe de conseillers provinciaux. Ce serait aussi ajouter une nouvelle condition, une condition de domicile à celle de l'article 56. Or, on ne peut ni ajouter aux garanties constitutionnelles, ni les diminuer.

Par conséquent, en dehors de ceux que l'article 56^{bis} exclut formellement, le choix du Conseil provincial est libre; les sénateurs provinciaux ne doivent pas être domiciliés dans la province qui les élit.

C'est d'ailleurs la jurisprudence du Sénat; il a validé, sans aucune objection, les élections de MM. Bara, Lafontaine, Picard et Janson, tous domiciliés à Bruxelles, élus les premiers par le Conseil provincial du Hainaut en 1894, 1896 et 1900, le dernier par le Conseil provincial de Liège en 1894 et 1898.

Mais les sénateurs provinciaux peuvent avoir fait partie d'un autre Conseil provincial que celui qui les élit.

V. — SÉNATEURS ÉLUS EN VERTU DE L'ARTICLE 56 DE LA CONSTITUTION.

a) *Suppléants.*

TROISIÈME QUESTION.

L'article 34 de la Constitution investit le Sénat du droit de vérifier les pouvoirs de ses membres.

Les articles 241, 242 et 267 de la loi électorale organisent ce pouvoir.

L'article 241 porte : « La Chambre des Représentants et le Sénat prononcent seuls sur la validité des opérations électorales en ce qui concerne les membres et en ce qui concerne leurs suppléants. »

L'article 242 exige que toute réclamation contre l'élection soit faite avant la vérification des pouvoirs.

Et l'article 267, *in fine*, parlant de la prise de siège par le suppléant, porte : « Toutefois, préalablement à son installation comme représentant » ou sénateur, la Chambre compétente procède à une vérification *complémentaire* de ses pouvoirs, au point de vue *exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité.* »

Ce dernier texte dit assez qu'il a fallu une vérification première, puisqu'au moment où le suppléant va être installé, la loi ne permet que de vérifier une seule chose, celle de voir si le suppléant a *conservé* les conditions d'éligibilité, c'est-à-dire, que le Sénat ne pourra plus vérifier alors, si la présentation a été régulière soit par le nombre ou la qualité des parrains, si l'acceptation a été régulière, si les opérations ont été régulières, soit dans la constitution des bureaux, dans le compte, la supputation ou l'attribution des votes, etc., etc.

Cette vérification a eu lieu pour les effectifs d'abord; ils sont classés les premiers en tête du tableau et du procès-verbal de l'élection, qui comprend les suppléants à la suite des effectifs; pourquoi faudrait-il s'arrêter et remettre la suite de la vérification?

Il faut remarquer qu'il n'y a qu'un procès-verbal unique pour les élus titulaires (effectifs, dit l'article 254) et les suppléants, comme il n'y a qu'un bulletin de vote. Le législateur ne voit donc pour eux qu'une seule et même opération électorale, ou plutôt une série unique d'opérations depuis la pré-

sentation des candidats jusqu'à la proclamation du résultat; il n'y a pas deux séries d'opérations, soit juxtaposées, soit successives. Pourquoi faudrait-il donc scinder l'opération de la vérification, faire une première vérification complète tant de la régularité des opérations que des conditions d'éligibilité pour les effectifs, la remettre à une date indéterminée, et ensuite en faire une seconde, pour les suppléants?

Voyons donc les conséquences de ce système. Il y aurait deux, trois, voire quatre suppléants d'une même liste, ce cas se rencontre à Bruxelles et à Anvers. Il y aurait donc une première vérification lors de l'admission des effectifs; il y en aurait une seconde et il faudrait recommencer tout le travail lorsque l'un de ceux-ci viendrait à disparaître, et une troisième si ce dernier s'en va ou meurt ou si un second effectif renonce à son mandat ou décède.

Pourquoi chercher toutes ces complications ?

La volonté du législateur est caractérisée par les articles 193, 194, § 2, 267 de la loi électorale. La discussion relative à la validité de l'élection, à la régularité, à l'examen des conditions d'éligibilité, doit se faire dès la première réunion du Sénat, pour arriver le plus tôt possible à la constitution de ce grand pouvoir de l'État; les réclamations contre les élections doivent lui parvenir avant la vérification des pouvoirs, les bulletins contestés doivent faire partie du dossier, ils doivent être détruits immédiatement après la vérification; ces prescriptions impératives concordent parfaitement avec la vérification complémentaire, strictement limitée, prescrite par l'article 267. Cette opération est d'ailleurs indivisible par elle-même.

Le système contraire est en opposition directe avec ces diverses dispositions légales et engendre d'inutiles complications.

L'article 267 veut qu'on ne s'occupe plus ni de la régularité des opérations, ni des réclamations; celles-ci ont dû être tranchées dès l'abord, avant l'installation des élus effectifs. Dans l'opinion contraire, il faudrait en permettre une nouvelle discussion devant une Commission autrement composée et remettre en question tout ce qui a été souverainement décidé et avoir naturellement conservé les bulletins que l'article 194 ordonne de détruire lorsque l'élection est définitivement validée ou annulée (1).

La vérification des pouvoirs des suppléants doit donc avoir lieu en même temps que celle des élus effectifs.

* * *

QUATRIÈME ET CINQUIÈME QUESTIONS.

b) *Cens des sénateurs effectifs et suppléants.*

Quelle part l'élu peut-il se compter dans une cote indivise avec lui ou plusieurs coïntéressés ? Faut-il attribuer à chacun une quote-part égale ?

La jurisprudence du Sénat est dans le sens de l'affirmative; elle se base sur cette présomption que la feuille d'imposition extrait du rôle ne por-

(1) En ce sens, DELCROIX, *Commentaire*, n° 98.

tant aucune mention contraire, on peut traiter sur le même pied chacun des intéressés.

Cette présomption est faible, et au fond, celui qui se présente pour être admis comme sénateur censitaire est un demandeur qui doit justifier du droit qu'il invoque à l'appui de sa demande.

Cette présomption est faible parce que des erreurs de copie dans les intitulés de ces extraits peuvent trop facilement se produire. Ces intitulés indiquent le nom des débiteurs de l'impôt, par conséquent le nom de ceux qui auront le droit de s'en prévaloir. D'abord bien des mutations n'ont pas été opérées à temps; les noms de tous les intéressés ne se trouvent pas inscrits sur l'extrait; ils se trouvent trop souvent compris sous la formule « un tel et consorts » ou « un tel, une telle et enfants », ou bien « un tel et frères et sœurs ». Bien souvent aussi ce genre d'écritures est laissé à de tout jeunes gens ignorant les conséquences graves qu'une négligence légère en apparence peut engendrer.

Il est prudent de faire appuyer chaque extrait de contribution foncière d'un extrait cadastral déclaré authentique par le directeur provincial. Ces documents pris et collationnés sur la matrice cadastrale offrent plus de garantie d'exactitude et de précision.

Que s'il pouvait rester quelque doute, le Sénat a le droit de réclamer la production des titres nécessaires à la justification complémentaire du cens invoqué, actes authentiques, actes sous seing privé ayant date certaine.

Il va de soi que si un élu doit justifier d'un revenu cadastral de 12,000 francs, il aura à produire, non des extraits du rôle généralement assez corrects, souvent cependant insuffisants, mais bien plutôt des extraits cadastraux, en son nom, authentiqués par le directeur provincial. Et s'il prétend le prouver au moyen d'extraits cadastraux dont il n'est pas titulaire ou seul titulaire, il devra compléter sa justification par des déclarations de succession ou par actes authentiques, tout au moins par actes sous seing privé ayant date certaine.

C'est dans ce sens que s'est formée depuis plus de dix ans la jurisprudence de la Cour de cassation en matière électorale (1).

*
* *

SIXIÈME QUESTION.

On se trompe assez généralement sur le point de savoir à quelle époque il faut posséder les conditions diverses d'éligibilité.

Avant la revision de la Constitution en 1893, il suffisait de les posséder au moment de l'élection.

(1) SCHEYVEN, t. VII, page 150, Cassation, 8 avril 1890.

Id.	» » »	201,	»	25	»	»
Id.	» » »	605,	»	19	»	1892.
Id.	» » »	618,	»	25	»	»

La Constitution de 1831 et la loi électorale de cette date sont muettes sur le point de savoir à quel moment la condition d'âge doit être réalisée. M. Delebecque démontre qu'il suffit de la posséder au moment de la vérification des pouvoirs (1). Ce système a été suivi par le Sénat.

Depuis la revision, rien n'a été modifié à cet égard; cette opinion peut donc encore être suivie; il en est ainsi encore pour la condition de domicile (2).

Mais il n'en est pas de même pour la condition de cens.

L'article 56 de la Constitution est introductif d'un droit nouveau. Il a créé le cens d'éligibilité basé sur le revenu cadastral à côté du cens basé sur les impôts directs. La loi des 12 avril et 28 juin 1894 a réglé ce qui se rapporte à ces deux modes de former le cens.

Celui qui le forme par l'impôt doit prouver l'avoir acquitté soit par lui, soit par son auteur, comme il sera exposé plus loin à propos du titre successif, pendant l'année antérieure et être imposé pour l'année courante, au moins jusqu'à concurrence, patentes comprises, du chiffre d'impôts du dernier inscrit de la liste supplémentaire (3).

Tandis que celui qui entend se prévaloir d'un revenu cadastral de 12,000 francs doit uniquement prouver qu'il possédait ce revenu le 1^{er} janvier de l'année courante.

* * *

SEPTIÈME QUESTION.

En matière d'éligibilité, le commandité peut-il se compter les contributions frappant la société en commandite ou une partie seulement ?

Immédiatement se pose une question préalable. Faut-il distinguer entre la commandite simple (loi du 18 mai 1873, section III) et la commandite par actions (section V) ?

L'article 56, n° 5, de la Constitution porte comme condition d'éligibilité : « verser au Trésor de l'État au moins 1,200 francs d'impositions directes, patentes comprises. »

L'article 232, § 2, de la loi électorale des 12 avril-28 juin 1894 emploie le même mot « patentes ».

Aucune distinction n'est établie entre les patentes ni par la Constitution, ni par la loi; les patentes sont comprises parmi les impôts directs, ce qu'elles sont, du reste, de leur nature.

Mais la loi du 18 mai 1873 a différencié nettement la position du commandité d'avec celle du commanditaire, aussi bien dans la commandite simple que dans la commandite par actions.

(1) DELEBECQUE, *Lois électorales*, n° 862 et 870.

(2) DELEBECQUE, *Lois électorales*, n° 867, 868.

(3) Ne pas confondre la liste supplémentaire avec la liste spéciale établie par la loi du 23 juin 1882.

L'article 18, section III, de cette loi s'exprime ainsi :

« La société en commandite simple est celle que contractent *un ou plusieurs associés responsables et solidaires* que l'on nomme commandités et un ou plusieurs associés simples bailleurs de fonds que l'on nomme commanditaires. »

Et l'article 21 : « L'associé commanditaire n'est passible des dettes et pertes de la société que jusqu'à concurrence des fonds qu'il a promis d'y apporter.

D'un autre côté, l'article 74, section V, dit : « La société en commandite par actions est celle que contractent *un ou plusieurs associés responsables et solidaires* avec des actionnaires qui n'engagent qu'une mise déterminée. »

On le voit, dans les deux espèces de commandite, les mêmes termes déterminent la position du commandité et la même pensée fixe, en d'autres mots, il est vrai, celle des commanditaires.

La seule différence entre les deux consiste dans le mode, pour les commanditaires, de réaliser l'apport des capitaux promis : dans la première, ils versent directement de leur caisse ; dans la seconde, ils le font par une émission d'actions. Ce mode d'effectuer leur obligation vis-à-vis du commandité ne peut exercer aucune influence sur la nature du contrat, ni sur la position respective du commandité et du commanditaire, ni sur les conséquences légales qui dérivent du contrat. Le commandité demeure toujours seul responsable des engagements de la société.

Un arrêt de la Cour suprême du 20 mars 1882 établit cette différence de la manière la plus nette (1) : toutes les obligations, toutes les charges pèsent sur le ou les commandités, à l'exclusion de tous autres ; le commanditaire y reste complètement étranger.

Que si, par une fiction de la loi, la société, personne morale, se trouve imposée, cette fiction, créée uniquement pour faciliter les relations des commandités avec les tiers, ne peut prévaloir contre la réalité des charges mises par la loi à charge du commandité qu'elle déclare responsable de par la nature, l'essence du contrat. C'est ce qu'a déclaré en propres termes un arrêt de la Cour de cassation du 5 mai 1886 (2). En voici le passage caractéristique :

« Attendu que la fiction qui transforme les associations commerciales en individualités juridiques a été créée dans le but de régler plus facilement les rapports de la société avec ses membres et avec les tiers ;

» Qu'elle ne doit pas être appliquée dans le domaine des intérêts politiques. »

Cette élimination des fictions pour s'en tenir à la réalité est de l'essence de notre régime électoral qui veut que celui qui se prévaut du paiement de l'impôt en possède réellement les bases.

(1) SCHEYVEN, t. IV, p. 647.

(2) *Pasicrisis*, 1886, I, p. 190.

Le procureur général Faider l'a dit en propres termes : « La substance du droit électoral est la possession des bases, » et il a justifié cette proposition avec une profonde raison à l'occasion d'un arrêt de la Cour de cassation du 7 janvier 1867 (1) : « En matière d'impôts directs, dit-il, en rapport avec le droit électoral, avec le fait de l'imposition, avec la possession des bases, avec le paiement du cens, par conséquent avec le droit d'être inscrit sur une liste électorale, il faut rechercher la réalité... » Et plus loin : « Si le droit civil, dans un intérêt d'ordre ou d'équité, admet fréquemment les fictions, il est reçu en principe que la fiction est d'étroite interprétation et *qu'elle ne doit pas sortir de l'ordre de choses dans lequel elle a de l'influence.* »

Il parcourt ensuite les divers impôts directs et arrivé à la patente il s'exprime ainsi : « En matière de patente en est-il autrement ? Combien de fois avez-vous consacré les principes de redevabilité et de cens relatifs aux patentables ? Le droit est dû par celui qui exerce une profession. La patente en principe est indivisible ; elle n'est divisible que lorsque la réalité des faits permet de la diviser entre plusieurs. Là encore on recherche la réalité des faits... Et par cela même que cette fiction doit demeurer étrangère à la redevabilité et à la perception de l'impôt direct, elle est étrangère au cens électoral et au droit des électeurs. »

Ces principes ont été consacrés par l'arrêt.

Et comme le cens d'éligibilité et l'électorat reposent sur des bases communes, ces principes, si clairement démontrés par le texte de la loi et la jurisprudence, doivent être admis dans toute leur force et appliqués à la solution de la question soulevée.

Dans les deux espèces de commandite, le débiteur vrai, réel, de l'impôt est le commandité. Voilà le fait générateur du droit ; il est établi par la loi, il produit nécessairement ses conséquences légales ; personne ne peut s'y soustraire, tous doivent l'accepter.

Il ne s'agit pas ici d'un droit dépendant de la possession d'un nombre plus ou moins grand d'actions de la commandite ; en aucune façon ; il s'agit uniquement de la qualité de commandité dans le chef d'un citoyen belge. Qu'il perde cette qualité, si les impôts afférents à cette qualité sont indispensables à constituer son cens d'éligibilité, il ne sera pas éligible. Il en est de même pour tout citoyen qui se trouverait dans le cas de voir diminuer ses impôts.

Que dans l'industrie cette éventualité puisse se produire plus aisément, le fait est possible ; ce n'est pas un motif pour se refuser à admettre les conséquences de ce que la loi impose. Mais c'est une considération pour qu'une grande prudence soit apportée par les partis dans le choix des candidats appelés à l'honneur de les représenter.

Quant à la division des impôts y compris la patente entre deux ou plu-

(1) *Pasicrisie*, 1867, I, p. 147.

sieurs commandités responsables et solidaires, elle est de droit; la loi encore une fois est formelle à cet égard.

* * *

HUITIÈME, NEUVIÈME ET DIXIÈME QUESTIONS.

Les trois questions suivantes se rattachent au même ordre d'idées; elles peuvent se traiter en même temps, étant déterminées par un principe commun. Il s'agit d'examiner l'influence du titre successif sur le cens d'éligibilité.

Le principe du titre successif a été inscrit par le Congrès dans sa loi électorale; il l'a emprunté à la loi électorale française de la Restauration, loi qui mettait sur le même pied l'héritier légal, l'héritier testamentaire comme le légataire universel et le donataire après décès (1). La jurisprudence française avait dès 1828 décidé que les principes du droit commun doivent servir de règle à l'interprétation des lois électorales qui n'y ont pas dérogé (2).

M. Pirmez, dans son rapport sur le Code électoral de 1872, adopte cette manière de voir et démontre que les listes d'éligibles se forment d'après les mêmes règles que les listes d'électeurs (3).

Ce système a été établi d'une manière incontestable en votre séance du 31 juillet 1901 (4). Vous vous y êtes ralliés à l'unanimité.

Une jurisprudence constante de plus de vingt ans de la Cour suprême a appliqué les règles du droit civil à l'électorat. Ainsi après un arrêt en sens du 12 avril 1880, elle a décidé, chambres réunies, que « le principe de la transmission du cens à titre successif établi par le Code électoral est absolu; qu'il doit recevoir son application même dans le cas où, par la constitution d'un usufruit, par exemple, la déduction de l'impôt n'est pas directement et immédiatement transmise de l'auteur au successeur.

Cet arrêt a été précédé d'un réquisitoire fortement motivé de M. le procureur général Faider, acceptant complètement l'application que M. Pirmez, dans son rapport sur le Code électoral de 1872, avait faite du titre successif au légataire particulier.

La Cour suprême, serrant la question de plus près encore, a décidé, après un arrêt de Bruxelles cassé par elle et un arrêt de Gand qu'elle casse par son arrêt, chambres réunies, que le légataire particulier peut se compter pour parfaire son cens électoral les impôts acquittés par le testateur et ceux acquittés par le légataire universel, jusqu'à la délivrance du legs au légataire particulier.

(1) DELEBECQUE, *Lois électorales*, n° 232, 234.

(2) *Id.*, *ibid.*, n° 236.

(3) *Doc. parl.*, Chambre, 1871-1872, p. 250.

(4) *Ibid.*, Sénat, 1900-1901, p. 523.

Après avoir rappelé que déjà le 25 juin 1866 la Cour avait décidé de la même manière au sujet de l'usufruit et le 26 avril 1880, qu'elle avait déjà établi sa jurisprudence à propos d'un legs particulier, ce savant magistrat s'exprime ainsi :

« Ceci est le résultat certain des dispositions du Code électoral et des principes de cette loi, tels que les développent les documents parlementaires et qui avaient précisément pour objet de décider nettement que *la transmission par décès emporte la transmission du cens afférent au fonds qui a fait l'objet d'un legs particulier.* » Et ceci étant précisément la caractéristique du rapport de M. Pirmez, vous ajoutez : « Si les héritiers légaux ont payé la contribution foncière à raison de la jouissance qu'ils conservent jusqu'à la délivrance du legs..., ce paiement a été fait à la décharge du légataire propriétaire. Celui-ci peut donc s'attribuer l'impôt payé antérieurement à la délivrance.

» Voilà une appréciation juridique incontestable ; elle s'accorde avec celle de l'arrêt que vous avez rendu le 12 avril dernier, en cassant l'arrêt de la Cour de Bruxelles (1). »

Il faut ajouter que le 3 avril 1888, par application des mêmes principes, la Cour de cassation a décidé que jusqu'au partage le copropriétaire peut se compter les impôts afférents à sa part indivise et après le partage ceux qui frappent les biens qui lui sont devenus personnels (2).

Ce droit du successeur ainsi bien établi, les trois questions se résolvent pour ainsi dire d'elles-mêmes. Les règles du droit électoral étant applicables au cens d'éligibilité, en tenant compte de l'article 15 de la loi des 12 avril-28 juin 1894, en ce qui concerne les biens acquis sous seing privé, la réponse doit être affirmative aux trois questions.

La même solution s'applique aux impôts payés par la femme et par les enfants mineurs.

* * *

ONZIÈME QUESTION.

Une question ayant quelque analogie avec celle-ci a déjà été examinée par votre Commission de 1881. Voici comment s'exprime son rapport (3) :

« Le minimum de cens variant d'une année à l'autre, on s'est demandé si l'élu devait justifier avoir payé et posséder le même cens pour les deux années.

(1) Cassation, *Pasicrisie*, 1880, I, p. 227.

En ce cens, Cassation, *ibid.*, 1881, I, p. 360.

Cassation, 7 mai 1888, *ibid.*, 1888, I, p. 229.

Cassation, 20 avril 1892, *ibid.*, 1892, I, p. 202.

2 mai 1892, *ibid.*, 1892, I, p. 233.

(2) *Pasicrisie*, 1888, I, p. 219.

(3) *Doc. parl.*, Sénat, 1880-1881, p. 28.

» Votre Commission est d'avis que le cens payé pour l'année antérieure peut n'être égal qu'à celui du moins imposé des éligibles, soit de l'année antérieure, soit de l'année courante. Cette interprétation la plus large de la loi électorale paraît la meilleure et la plus conforme au texte constitutionnel. »

Et après avoir posé ce principe la Commission a proposé, et le Sénat a adopté sous le n° 7, la résolution suivante : « Peut rester sénateur, celui qui continue à payer le cens d'éligibilité pour lequel il était imposé au moment de son élection » (1). La question avait déjà été résolue en ce sens en 1845 et en 1884 (2).

On n'aperçoit pas de motif pour modifier la résolution prise en 1882. Ce serait peut-être ouvrir la porte à de trop malicieuses combinaisons, visant à éliminer à la sourdine un adversaire quelque peu gênant régulièrement élu et validé.

VI. — FORMES.

DOUZIÈME QUESTION.

Le cas visé est celui de Dinant-Philippeville, où l'un des candidats suppléants régulièrement présenté à Namur et à Dinant n'avait pas fait parvenir à temps aux mains du président du bureau principal son acceptation de la candidature en ce qui concerne l'arrondissement de Dinant.

Les nullités ne se présument pas ; elles doivent être établies par la loi et celles qu'elle crée sont de droit étroit, elles ne peuvent être étendues, encore moins suppléées.

Or, le texte de l'article 254 ne porte que trois nullités ; ce sont :

1° L'obligation de présenter les suppléants et les effectifs par le même acte ;

2° L'obligation de séparer et de spécifier les deux catégories de candidats ; ces deux nullités frappent la liste tout entière.

La troisième ressort de la défense de présenter au delà d'un certain nombre de candidats ; elle n'atteint que les candidats suppléants présentés au delà du nombre permis.

Mais la loi n'obligeant pas les candidats à accepter par un seul et même acte, on ne peut frapper de nullité la présentation des candidats qui ont accepté (3).

Aucune disposition de la loi n'établit de déchéance solidaire se répercutant de celui qui est resté en défaut d'accepter sur ceux qui ont signé leur acceptation.

(1) *Doc. parl.*, Sénat, 1881-1882, p. 29.

(2) BELJENS, *La Constitution belge révisée*, sur l'article 56, n° 14 ; *Pandectes belges*, V° *Éligibilité*, n° 104, 105 ; V° *Cens d'éligibilité*, n° 41 et suiv.

(3) DELCROIX, *Commentaire*, n° 13.

Votre Commission estime qu'il serait plus pratique et plus commode de réunir en un même ensemble les différentes résolutions prises par le Sénat au sujet de la vérification des pouvoirs de ses membres, à raison des modifications apportées à l'état de choses antérieur par la Constitution révisée de 1893.

En conséquence, elle a l'honneur de proposer à votre admission les règles que voici comme base de la vérification des pouvoirs confiée au Sénat par l'article 34 de la Constitution :

I. — LISTE DES ÉLIGIBLES.

1° La liste des éligibles au Sénat dressée par la Députation permanente établit l'éligibilité, sauf la preuve contraire devant le Sénat, lors de la vérification des pouvoirs de l'élu (1) ;

2° Cette liste entre en vigueur le 1^{er} mai (2) ;

3° Les conditions d'éligibilité doivent exister :

Celle de l'âge au moment de l'élection ;

Celles de la nationalité, de la jouissance des droits civils, du domicile au 1^{er} mai ;

Celle du cens d'éligibilité aussi au 1^{er} mai, et, de plus, être justifiée pour l'année de l'inscription et pour l'année antérieure ;

La propriété ou l'usufruit d'immeubles doit exister au plus tard le 1^{er} janvier de l'année courante ;

Le revenu cadastral prévu par l'article 56 de la Constitution révisée doit exister, au plus tard, le 1^{er} janvier de l'année courante (3) ;

4° Le cens payé pour l'année antérieure à la confection de la liste des éligibles doit être au moins égal à celui du moins imposé des éligibles, soit de cette année antérieure, soit de l'année courante (4) ;

5° Est éligible, bien que n'étant pas inscrit sur la liste dressée par la Députation permanente, tout citoyen élu possédant les conditions d'âge, de domicile et d'indigénat exigées par la Constitution, le cens indiqué à la résolution ci-dessus sous le n° 4 (5) ;

6° Si l'élu inscrit ou non inscrit prouve que le cens attribué par la Députation permanente au dernier inscrit doit être réduit à une somme inférieure à celle que cet élu paie réellement, celui-ci sera éligible (6) ;

7° Peut rester sénateur, pendant la durée de son mandat, celui qui continue à payer le cens d'éligibilité pour lequel il était imposé au moment de son élection (7) ;

8° L'élévation du minimum de cens dans une province où un sénateur est élu avec un cens moindre est sans influence sur sa situation pendant la durée de son mandat.

(1, 2, 4) Résolutions du Sénat du 26 janvier 1882.

(3) Articles 56 et 56bis de la Constitution, 232 de la loi des 12 avril-14 juin 1894.

(5, 6, 7) Résolutions adoptées par le Sénat le 26 janvier 1882.

II. — SÉNATEURS ÉTABLIS PAR L'ARTICLE 56 DE LA CONSTITUTION.

a) *Suppléants.*

9° La vérification des pouvoirs des suppléants a lieu en même temps que celle des effectifs.

Au moment où un suppléant prend siège, une vérification complémentaire a lieu au point de vue exclusif de la conservation des conditions d'éligibilité.

b) *Cens.*

10° Dans un extrait du rôle portant indication d'une contribution collective, on ne peut, sans justification, attribuer une quote-part égale à chaque intéressé, par conséquent à un élu qui s'en prévaut pour constituer son cens d'éligibilité ;

11° En pareil cas, il est nécessaire de l'appuyer d'un extrait de la matrice cadastrale rendu authentique par le directeur provincial, et s'il reste un doute sur le droit de l'élu, celui-ci aura à produire les titres nécessaires à une justification complète ;

12° La solution donnée sous le n° 12 est applicable à celui qui se prévaut du cens d'éligibilité basé sur le revenu cadastral ;

13° Le commandité, à l'exclusion absolue du commanditaire, peut s'attribuer les impôts directs, patentes comprises, établis sur la société en commandite, qu'elle soit une commandite simple ou une commandite par actions ;

14° Le successeur, qu'il soit héritier, légataire universel, à titre universel, légataire particulier, donataire après décès, peut, à raison du titre successif, s'attribuer les contributions payées par son auteur propriétaire ou usufruitier ;

15° Cette solution s'applique à celui qui forme son cens d'éligibilité au moyen du revenu cadastral ;

16° Elle s'applique également à celui qui est éligible par les contributions ou le revenu cadastral des biens de la femme non séparée de corps et au père éligible par les contributions ou le revenu cadastral des biens de ses enfants âgés de moins de 24 ans (1).

III. — SÉNATEURS ÉLUS EN VERTU DE L'ARTICLE 56^{bis} DE LA CONSTITUTION.

17° Les sénateurs élus par les Conseils provinciaux ne doivent pas être domiciliés dans la province où ils sont élus.

Ils peuvent avoir fait partie ou faire partie d'un Conseil provincial autre que celui qui les élit.

(1) Résolution du Sénat du 31 juillet 1901.

(15)

IV. — FORMES.

18° L'irrecevabilité de l'une des candidatures pour vice de forme ne doit pas entraîner celle de la liste entière.

Le Rapporteur,
TH. LÉGER.

Le Président,
Le Duc d'URSEL.